



MARCHÉ DE SERVICES N° MAPA-2025-03

OBJET DU MARCHÉ :

**Prestations de relations presse pour la Cité de l'architecture et
du patrimoine**

Article 1 – Objet de l’acte d’engagement

■ Objet du marché

La présente consultation a pour objet les relations presse de la Cité de l’architecture et du patrimoine dans le cadre de sa programmation culturelle et de son rayonnement. Il est attendu une stratégie média "sur-mesure" compte tenu de la spécificité de la Cité, qui lui permettent de s’adresser à la fois au grand public et aux professionnels et d’assurer sa visibilité médiatique et au final son succès public.

Article 2 – Identification du pouvoir adjudicateur

CITE DE L’ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Établissement public à caractère industriel et commercial

Siège social :

1 place du Trocadéro, 75116 Paris

Nom, prénom, qualité du signataire :

Monsieur Julien BARGETON, Président de la Cité de l’architecture et du patrimoine.

Comptable public assignataire des paiements :

L’agence comptable de la Cité de l’architecture et du patrimoine.

Article 3 – Engagement du candidat

Article 3.1 - Entreprise unique

Paragraphe à remplir lorsque le candidat se présente seul

Je soussigné (nom, prénom, qualité) :

☐ agissant pour mon propre compte
société

☐ agissant pour le compte de la

Nom de la société :
.....

Adresse :
.....

Capital :
.....

N° SIRET : code
NAF :

Téléphone : Télécopieur :
.....

☐ agissant pour le compte de la personne publique candidate :

Nom :
.....

Adresse :
.....

Capital :
.....

N° SIRET : Code
NAF :

Téléphone :
Télécopieur :

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses particulières (CCP), et leurs annexes,

Après avoir établi la déclaration prévue à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique,

M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dont l'objet est défini ci avant.

L'offre ainsi présentée me lie pour le délai de validité des offres indiqué à l'article 2.10 du règlement de la consultation (RC).

Article 3.2 - Groupement d'entreprise

Paragraphe à remplir lorsque les entreprises se portent candidates sous forme de groupement

Nous soussignés,

1^{er} contractant :

Nom, prénoms,
qualité
.....

Nom de la
société :
.....

Adresse :
.....

Capital :
.....

N° SIRET : Code
NAF :

Téléphone :
Télécopieur :

☐ agissant en tant que mandataire pour l'ensemble des entrepreneurs groupés qui ont signé la lettre de candidature en date du

☐ du groupement solidaire

☐ du groupement conjoint

☐ mandataire solidaire

☐ mandataire non solidaire

2^{ème} contractant (*à dupliquer le cas échéant, c'est-à-dire : A remplir autant de fois que de cotraitant*) :

Nom, pré noms,
qualité
.....

Nom de la
société :
.....

Adresse :
.....

Capital :
.....

N° SIRET : Code
NAF :

Téléphone :Télécopieur :
.....

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses particulières (CCP), et des annexes,

Après avoir établi la déclaration prévue à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique,

Nous engageons sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dont l'objet est défini ci avant.

L'offre ainsi présentée me lie pour le délai de validité des offres indiqué à l'article 2.5 du règlement de la consultation (RC).

Article 4 – Montant

■ 4.1 Montant :

L'accord-cadre est traité à bons de commandes, selon les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) annexé au présent acte d'engagement.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 210 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre.

■ En cas de cotraitance, la répartition du montant est détaillée à l'article 8.4 du présent acte d'engagement.

Article 5 – Sous-traitance

Cette clause est obligatoire (*prendre a ou b EN RAYANT LA MENTION INUTILE*)

- a) Je n'envisage / nous n'envisageons pas de sous-traiter pour le moment.
- b) Cas d'une entreprise unique : J'envisage de sous-traiter et l'annexe* au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le(s) sous-traitant(s) concerné(s) pourra(ont) céder ou présenter en nantissement.

Cas d'un groupement d'entreprise : nous envisageons de sous-traiter et l'annexe* au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le(s) sous-traitant(s) concerné(s) pourra(ont) présenter en nantissement.

Chaque annexe* (DC4) constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à cette(ces) annexe(s) est de :

Montant en euros H.T.
Montant de la TVA
Montant T.T.C.

Et réparti de la façon suivante :

Sous-traitant	Nature des prestations	Montant sous-traité en Euros HT	Montant sous-traité en Euros TTC

* En cas de présentation d'un ou de plusieurs sous-traitants, le candidat fournit à l'appui (en annexe) du présent acte d'engagement un DC4 ([formulaire DC4](#) à reproduire si nécessaire : **1 exemplaire par sous-traitant**) pour chacun des sous-traitants. En cas de recours à la sous-traitance, les opérateurs économiques devront joindre les déclarations exigées à l'article R2193-1 du Code de la commande publique.

Article 6 – Nantissement - Cession de créance

Le montant maximal de la créance que le titulaire pourrait céder ou présenter en nantissement est de (*montant total du marché diminué de la sous-traitance envisagée*) :

Titulaire ou mandataire :

Montant en euros H.T.
Montant de la TVA
Montant T.T.C.

Article 7 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est d'une durée initiale de 12 mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible 3 (trois) fois 12 (douze) mois par tacite reconduction, sans qu'il ne puisse excéder une durée maximale de 48 mois. En cas de non reconduction de l'accord-cadre, la personne habilitée à le signer prend par écrit la décision de ne pas le reconduire. La Cité de l'architecture et du patrimoine notifie au titulaire la décision de non reconduction au moins trois mois avant la fin de la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans ce cas, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours et ne peut prétendre à une quelconque indemnité, rémunération, etc...

A l'issue de la fin de l'accord-cadre, les prestations, objet d'un bon de commande, pourront être exécutées jusqu'à la fin de la prestation.

Article 8 – Paiement

Article 8.1 - Compte à créditer (*fournir un RIB*) :

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des bénéficiaires ci-dessous :

Titulaire ou mandataire :

- du compte ouvert au nom de:
- à l'établissement bancaire suivant :

- sous le numéro de compte :

- code établissement :

code guichet :

Clé RIB/RIP :

- BIC/IBAN

Article 8.2 - Avance (articles R.2191-3 à R.2191-10 du Code de la commande publique et article 9.5 du CCP) :

Je renonce au bénéfice de l'avance :

☐

Non

☐

Oui

Article 8.3 - Acomptes

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 à R.2191-22 du Code de la commande publique sur la base des prestations effectuées.

La périodicité des acomptes est fixée au maximum à trois (3) mois. Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise, ce délai est ramené à un mois pour les marchés de travaux et sur demande du titulaire du marché pour les marchés de fournitures et services.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

Le montant de chacun des acomptes est déterminé par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire.

Article 8.4 - Désignation des cotraitants et répartition des prestations (à compléter le cas échéant) :

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :

☐ conjoint

OU

☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Article 9 – Signature du marché par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

Article 9.1 - Signature du marché public par le titulaire individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Article 9.2 - Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique) :
[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.
(hors cas des marchés de défense ou de sécurité dans lequel ces documents ont déjà été fournis).

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente

Article 10 – Annexes

Les documents suivants sont annexés au présent acte d'engagement et en font donc partie intégrante :

- L'annexe « 1 » de l'acte d'engagement « Le Bordereau des prix unitaire (BPU) »,
- L'annexe « 2 » de l'acte d'engagement « Le cadre de réponse technique »
- L'annexe « 3 » de l'acte d'engagement « L'engagement de confidentialité »,
- L'annexe « 4 » de l'acte d'engagement « L'attestation d'absence de conflit d'intérêt »,
- L'annexe « 5 » de l'acte d'engagement « L'attestation de respect des lois et principes régissant la République française ».
- L'annexe « 6 » de l'acte d'engagement « Les clauses de sous-traitance et protection des données personnelles » ;

Article 11 – Signature de la Cité de l'architecture et du patrimoine

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A Paris, le

Le Représentant légal de la Cité de l'architecture et du patrimoine